TLEMCEN

L'arboriculture en danger

Dire que l'agriculture est menacée après une bonne pluviométrie, cela peut paraître paradoxal. Mais là, il ne s'agit pas des grandes aires céréalières dont les récoltes dépendent de la clémence du ciel.

Photo : DR

Les espaces irrigables à partir des oueds Tafna et Serrak risquent de faire les frais de la mise en service des deux grands barrages de la wilaya qui récupèrent directement leurs eaux à partir de la moyenne et basse Tafna pour le barrage de Hammam Boughrara et la plaine de Seddak pour le barrage de Sidi Abdely. Cette situation est désastreuse pour les fellahs riverains qui puisaient l'eau à partir des oueds pour l'irrigation ; c'est toute l'arboriculture fruitière qui est remise en cause.

Les oueds déversant directement dans les grandes retenues ne laissent effectivement aucune chance de survie aux plantations riveraines. Cette menace se précise notamment du côté de Fillaoucène et Hammam Boughrara, en ces lieux la Tafna ne coule plus et les courants d'irrigation ont disparu.

Du coup, ce sont ces cultures protégées qui font les frais de l'assèchement de l'oued Tafna. Selon les fellahs de la région, cette situation risque de déboucher sur une catastrophe naturelle sur le plan écologique, les lits des oueds ne peuvent pas être maintenus dans un état de sécheresse.

L'arboriculture reste l'une des grandes ressources des cultivateurs de Hammam Boughrara ; l'exemple des orangeraies qui souffrent d'un manque d'eau est significatif en période de fructification.

Un vieux fellah de Boughrara ne cache pas son pessimisme quant à l'avenir de la région : «Au début, on a accueilli avec une grande joie la mise en service du barrage, mais depuis les choses ont changé. Le barrage d'une capacité de 176 millions de m³ accapare tout le débit de la Tafna.»

Ce même fellah nous rappelle que le ministre en personne a rappelé, lors de sa visite, que 10 % des capacités du barrage seront réservés à l'agriculture. Les fellahs attendent toujours ce quota surtout en cette période vitale pour les vergers qui s'étendent sur les rivages de la Tafna. Selon un expert agronome, la gestion des eaux des oueds devait faire l'objet d'une politique appropriée ; faute d'un cadre juridique et de police des eaux, les espaces irrigables de la wilaya de Tlemcen risquent de disparaître.

Le même expert rappelle que l'arboriculture constitue quand même une priorité, car c'est un investissement lourd et à long terme, donc il y a urgence.

Cela veut dire impérativement que les lâchers d'eau à partir des barrages doivent se faire conformément aux besoins et en temps utile, sinon la production des agrumes subira les conséquences de cette austérité d'eau provoquée par la mise en service des barrages.

En définitive, l'agriculture qui connaît un grand essor dans cette région ne dépend pas forcément de la pluviométrie mais d'une gestion rationnelle des eaux emmagasinées, une seule solution pour la survie de l'arboriculture, les disponibilités des eaux naturelles des oueds, et les problèmes qui se posent dorénavant pour toutes les aires de culture de ce genre.

En fin de compte il n'y a pas lieu de s'étonner de voir l'orange marocaine envahir les étals de nos marchés, car de l'autre côté de la frontière, les fellahs de la vallée de Berkane ont à leur disposition un grand barrage géré selon les besoins de la région de l'est marocain, lequel a souffert de la même sécheresse qui a frappé l'ouest algérien pendant ces dernières décennies.

M. Zenasni

FINANANCEMENT DE L'ACTIVITÉ ASSOCIATIVE À TIZI-OUZOU

La Ligue de prévention et de sauvegarde de la jeunesse et de l'enfance se plaint du manque de soutiens institutionnels

Où trouver les fonds nécessaires pour réaliser le montage financier indispensable à la réussite et la mise en œuvre de programmes élaborés la plupart du temps avec le concours financier d'organismes internationaux ?

Voilà le casse-tête de nombreuses associations comme la Ligue de prévention et de sauvegarde de la jeunesse et de l'enfance, qui se plaignent du manque de soutien financier institutionnel pour les accompagner dans leur entreprise. Créée en octobre 1995, cette ONG a développé de nombreuses actions inscrites dans son programme de prévention et de soutien psychologique et médical avec des partenaires étatiques ainsi qu'avec des institutions internationales.

Les projets élaborés grâce au soutien financier, notamment de la Commission européenne, ont permis à cette association de mettre en place une logistique qui a nécessité la création de 60 postes de travail.

Mais le retrait progressif du principal bailleur de fonds dont les engagements contractuels arrivent à échéance risque de perturber la sérénité affichée par les responsables de la LPSJE qui se sont séparés d'une partie de l'effectif des salariés qui a baissé jusqu'à 40.

Mais à terme, et à en croire la présidente de ladite association, c'est tout le fonctionnement de la ligue qui risque d'être mis quelque peu en péril, si l'absence de soutiens financiers institutionnels ou privés persiste.

Pour faire face à cette situation, des contacts ont été pris avec d'autres bailleurs de fonds pour la mise en œuvre d'autres projets. Ainsi, la Commission européenne a accepté le financement a hauteur de 80% d'un projet thématique de lutte contre la violence du genre sous toutes ses formes. «Mais pour la mise en œuvre effective de projet, nous avons besoin d'un complément financier équivalent à 20 % que nous devons obtenir sous forme de subvention étatique ou venant d'un organisme privé.

Ce qui est loin d'être facile à réaliser», se désole la présidente de la Ligue de prévention et de sauvegarde de la jeunesse et de l'enfance qui explique que la mise en œuvre en réseau de ce projet nécessite l'implication de plusieurs parties institutionnelles, à savoir les services de sécurité, ceux de la santé, de la jeunesse et des sports et de l'éducation et de la formation professionnelle. Les associations à caractère social et les journalistes sont appelés à faire partie du réseau que nous sommes appelés à mettre en place. Un programme de formation sera dispensé à l'ensemble des participants pour les outiller et renforcer leurs capacités de lutte contre la violence du genre.

Le deuxième volet de ce projet dont le commencement est prévu au mois de novembre et qui s'étalera sur deux ans portera aussi sur la création d'un fonds documentaire sur le thème de la violence.

Un autre projet ayant pour intitulé «Tous ensemble pour l'égalité contre la violence» et financé par la Fondation pour le futur basée en Jordanie est en passe d'être mis sur pied. Là aussi se pose l'épineuse question du montage financier. L'apport d'organismes publics et privés est nécessaire pour avoir les 20% qui manquent à la cagnotte mise à la disposition de l'association par notre bailleur de fonds.

S. A. M.

Partenariat LPSJE et Association femmes berbères européennes

«L'Association française femmes berbères européennes est intéressée par la réalisation d'un partenariat avec la LPSJE», a indiqué la présidente de l'association française, la Franco-Algérienne Louisa Ferhat qui est également élue et adjointe au maire à la municipalité du 15e arrondissement parisien.

Ayant séjourné, récemment, à Tizi-Ouzou, Louisa Ferhat qui a dit que l'association à caractère humanitaire qu'elle préside a réalisé plusieurs opérations de solidarité en direction de l'Algérie et qui se sont concrétisées par l'acheminement, notamment, de lots de vêtements et de fauteuils roulants au profit des handicapés, ainsi que par la prise en charge de malades dialysés s'est déclarée prête à réaliser des actions communes avec la LPSJE. Des actions qui entrent dans le cadre du programme d'écoute et de prévention développé par l'association tizi-ouzéenne qui a été destinataire d'un chèque de 5 000 euros de la part de l'Association femmes berbères européennes.

«Une somme provenant de donateurs particuliers et destinée à financer les activités de la LPSJE», a précisé L. Ferhat qui dit que son association compte un réseau d'adhérents et de contributeurs à travers plusieurs régions de France.

S. A. M.

BRÈVES DE GUELMA

Pénurie de médicaments

Les malades chroniques sont pénalisés par la rupture de stock des médicaments dans les officines, ces derniers jours, et la situation devient inquiétante, mettant en péril la santé du citoyen. Selon un pharmacien, la liste des produits qui manquent est longue, elle contient les médicaments traitant les maladies chroniques telles que l'hypertension et le diabète. Cette pénurie risque de contrarier sévèrement la prescription des praticiens.

Absence de lampadaires au square du «Septième»

Les locataires de l'emblématique bâtiment «Septième» de la place du 19-Mars constatent avec dépit que le square qui a été aménagé ces dernières années, derrière cette bâtisse, commence à se dégrader. Il devient le prolongement des routes qui l'entourent, lui enlevant ainsi sa spécificité, et surtout le manque d'éclairage public, synonyme de tous les dangers.

La rue Jugurtha dans un état lamentable

Après l'opération de renouvelle-ment du réseau d'alimentation en eau potable effectuée au niveau de la rue Jugurtha en plein centre-ville de Guelma, les services de la commune n'ont pas prévu cette chaussée dans leur programme de bitumage. Cette rue se dégrade au fil du temps et devient impraticable pour les automobilistes.

Sensibilisation des écoliers sur la grippe A

Les équipes de santé scolaire de la wilaya ont programmé, en collaboration avec la direction de l'éducation, des séances de sensibilisation sur la grippe A en ciblant, dans un premier temps, le corps enseignant des lycées. Selon les responsables de ce secteur, cette importante action qui a débuté le 20 octobre sera élargie, dans les prochains jours, au reste de la famille de l'éducation.

Journées portes ouvertes sur les dangers des inondations

La direction de wilaya de la Protection civile organise, la dernière semaine de ce mois, des journées de sensibilisation sous la forme de portes ouvertes sur les inondations et le rôle des agents de la Protection civile dans la prévention de ces risques, et comment faire face à ce phénomène naturel. Par ailleurs, et selon les responsables locaux, des conférences sur le thème seront animées au niveau des établissements scolaires en vue de sensibiliser les élèves aux dangers des inondations et les initier à la prévention.

Didine G.